

# École féministe

## L'économie des soins et les injustices économiques envers les femmes

### Magdalena León T.

Économiste féministe et militante de longue date du mouvement des femmes. Elle est membre de la Fondation pour les Études, l'Action et la Participation Sociale -FEDAEPS-, du Réseau Latino-Américain des Femmes Transformatrices de l'Économie -REMTE- et du groupe de travail « Féminismes, résistance et émancipation » du CLACSO.



**COFD**

Comité québécois  
femmes et développement



Association québécoise  
des organismes de  
coopération internationale



**Pour plus d'informations,  
consultez l'espace virtuel  
du Comité québécois femmes  
et développement (CQFD).**

Le Comité québécois femmes et développement (CQFD) est une entité de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) qui regroupe plus de 70 organismes au Québec travaillant avec des partenaires locaux dans plus d'une centaine de pays à travers le monde, pour lutter contre les inégalités et favoriser la justice sociale.

Fondé en mai 1984, le CQFD de l'AQOCI est un comité de recherche, d'analyse, d'expertise, de plaidoyer et d'action francophone qui œuvre à l'intégration des droits des femmes et de l'égalité des genres dans le secteur de la coopération et solidarité internationales, aussi bien dans la stratégie et contenu des programmes et projets économiques et sociaux (unissant en partenariat des organismes des pays du Nord et du Sud) qu'au sein de ces organismes. Le CQFD a pour objectif de développer des savoirs et pratiques basés sur une vision féministe intersectionnelle, antiraciste et décoloniale de la justice économique et sociale, coconstruite par et pour les femmes, et de favoriser les liens de solidarité et de sororité féministe entre les groupes de femmes dans les pays du Sud et du Nord.

Le CQFD de l'AQOCI prône la décolonisation des savoirs et s'oppose à leur hiérarchisation. Il valorise les divers savoirs (savoir théorique, savoir basé sur des expériences, savoir-faire, savoir agir). C'est cette décolonisation et diversité des savoirs qu'œuvre à véhiculer l'École féministe du CQFD-AQOCI, en organisant des sessions de formations offertes prioritairement aux membres de l'AQOCI et du CQFD, mais aussi aux ONG partenaires et à un public intéressé.

Le niveau II de l'École féministe est nouvellement conçu sous le thème « Mise en perspective de féminismes décoloniaux pour transformer la coopération internationale et l'économie des soins : théories, pratiques, témoignages ».

<b>Introduction</b>	<b>5</b>
<b>Les soins dans l'agenda économique mondial actuel : premiers constats</b>	<b>7</b>
<b>Crise pandémique et reconnaissance de l'importance des soins</b>	<b>9</b>
<b>Les paradoxes de la reconnaissance : plus de travail et plus d'appauvrissement pour les femmes</b>	<b>12</b>
<b>Comment en sommes-nous arrivé.es là?</b>	<b>15</b>
<b>Du travail domestique au travail de soin, bref tour d'horizon des théories et agendas politiques</b>	
<b>Le « débat sur le travail domestique » : en dévoilant la relation entre le patriarcat et le capitalisme</b>	<b>16</b>
<b>La « valorisation du travail domestique » : visibilité des apports et des inégalités de genre</b>	<b>19</b>
<b>Le travail domestique rémunéré : un noyau de précarité du travail et de racisme</b>	<b>23</b>
<b>Chaînes mondiales de soins</b>	<b>24</b>
<b>Le travail des soins : nécessaire, inégal et en tension avec le monde du travail</b>	<b>27</b>
<b>Vers des sociétés et des économies de soins avec justice et égalité</b>	<b>33</b>
<b>Les soins comme axe d'une autre matrice productive</b>	<b>34</b>
<b>Quelques défis pour la transformation</b>	<b>35</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>38</b>
<b>Annexes</b>	<b>41</b>

# Introduction

Ce document a été rédigé comme matériel de référence pour le cours virtuel 'L'économie des soins et les injustices économiques faites aux femmes', dans le cadre de l'École sur le Féminisme Decolonial organisée par l'AQOCI.

Dans ces pages, nous essayons d'offrir une vision panoramique de la trajectoire qui a suivie, au cours des 50 dernières années, la reconnaissance et la valorisation du travail domestique (non rémunéré) et, par la suite, le travail et l'économie des soins.

Puisqu'il couvre une intense période, étendue à un demi-siècle, le récit n'est pas exhaustif. Quelques références théoriques, analytiques, politiques et institutionnelles sont tirées de cette trajectoire, comme lignes directrices ou illustrations de faits et des tendances d'une grande complexité. Le but est de soulever quelques éléments clés afin que, selon l'intérêt et le besoin, les personnes et les entités qui assistent au cours puissent élargir et compléter les informations et les analyses.

Le regard porté sur le thème est issu du Sud, considérant les réalités et les dynamiques de sociétés marquées par une colonialité qui est recrée et projetée jusqu'à la phase actuelle du capitalisme néolibéral. Cependant, comme il arrive en général avec le courant féministe dans ses diverses expressions, il n'y a pas toujours une ligne de démarcation entre les approches théoriques, les outils méthodologiques et les agendas politiques, car au fil du temps, différents tendances ont concouru à interpréter et rechercher des transformations dans une dimension déterminante pour la vie des femmes.

Dans un champ éminemment internationaliste tel le féministe, les démarcations Nord-Sud sont atténuées, même si les réalités respectives et les relations historiques, économiques et géopolitiques générales s'opposent. Bien sûr, échappent à ce cadre général de coïncidences, les discours et agendas d'un 'féminisme néolibéral' dont l'existence est surprenante et était même impensable jusqu'à il y a quelques années.

On part ici du présent, d'une sorte de point d'arrivée qui représente le consensus mondial sur l'importance des soins, atteint comme l'une des conséquences de la crise pandémique du Covid 19. Bien que, comme cela s'est produit avec d'autres problèmes, dans d'autres épisodes de crise systémique, le profil déclaratif de ce consensus a diminué au fil du temps et les concrétions sont peu nombreuses, il est néanmoins important que tous les agendas internationaux, de toutes tendances, en soient venus à reconnaître la place stratégique des soins pour la vie et, ce n'est pas une mince affaire, pour l'économie. Cela ouvre une nouvelle phase dans laquelle les agendas de transformation peuvent être développées à partir d'un autre 'niveau', sans avoir à mettre en évidence ces faits déjà reconnus.

Mais ce point d'arrivée est le résultat d'un long cheminement qui, vu de manière très simplifiée, va de l'ancienne dénonciation de la division sexuelle du travail et de ses conséquences à la lutte pour la visibilité du travail domestique 'non rémunéré' et de ses schémas d'inégalité, en raison de sa valeur sociale, puis en raison de sa valeur économique, jusqu'à arriver à l'identification des soins comme des processus complexes liés aux besoins et aux interdépendances humaines, et de là aux luttes pour l'adoption de politiques de soins et au-delà, pour une vision des soins comme axe d'une transformation intégrale du système, compte tenue des problèmes qui se sont précipités dans une étape qui a été caractérisée comme une de conflit terminal entre le capital et la vie.

C'est un trajet qui, par ailleurs, a intégré de diverses manières et chaque fois plus le registre des traits patriarcaux et racistes qui sont à la base de l'accumulation capitaliste et de ces « systèmes » de soins qui, au-delà des traits généraux partagés dans le monde, ont des spécificités dans des contextes régionaux et nationaux particuliers.

Déjà en pleine phase néolibérale du capitalisme, et comme une expression de ses effets de précarité du travail et des conditions de vie, se sont produits les faits interconnectés de la féminisation de la pauvreté, de la féminisation des migrations, de l'expansion et intensification des activités génératrices de revenus, aussi comme l'affaiblissement des États-providence dans le Nord et la marchandisation de la vie au niveau mondial. Au confluent de ces événements se situent les filières dites chaînes de soins internationales.

Une réinterprétation des soins, pour qu'ils passent d'être une sorte de 'mal nécessaire' à être un modèle de transformation, va de pair avec des processus de recherche d'alternatives au capitalisme qui revendiquent la centralité de la vie et de sa reproduction. Des expériences telles que l'approche du 'Bien Vivre' en Amérique latine sont éloquentes dans ce sens.

Comme nous l'avons souligné, l'expérience inédite et mondiale de la pandémie de Covid 19 a été déterminante, avec le régime de confinement qui a impliqué une période de pause pour la majorité des activités économiques de marché, les capacités des « autres économies » ont fait surface pour satisfaire les besoins alimentaires de base, tandis que les ménages ont à nouveau fonctionné comme des unités de production/reproduction.

Aujourd'hui, nous assistons à un moment dans lequel le solde de la reconnaissance des soins comme stratégiques se combine avec celui de la recrudescence du néolibéralisme, de la concentration, de la prédation et de la précarité de la vie, ce qui implique des nouveaux défis d'interprétation et de lutte.

---

**Les soins  
dans l'agenda  
économique  
mondial actuel :  
premiers  
constats**

---



# Les soins dans l'agenda économique mondial actuel : premiers constats

La crise de la pandémie de Covid 19 a constitué une expérience sans précédent pour l'humanité. Comme jamais auparavant, un phénomène a enveloppé la planète dans son ensemble et sa population a dû se soumettre à un régime de confinement commun, avec des altérations substantielles du fonctionnement de l'économie dans ses dimensions indissociables de production - reproduction.

Ce qui s'est passé depuis mars 2020 dépeint un scénario de multiples contradictions et incertitudes<sup>1</sup>, au sein duquel une sorte de consensus mondial a émergé autour de l'importance stratégique des soins, bien qu'avec des connotations et des portées variées.

Les interprétations de bon sens des origines ou des causes de la pandémie ont proliféré, pointant les déséquilibres et les impacts environnementaux générés par le modèle prédateur dominant; la planète réagirait à ces ravages. Cela a été corroboré en observant que, pendant le confinement, les indicateurs d'air et d'eau ont montré une décontamination notable, qu'au fil du temps, la flore et la faune ont commencé à se régénérer dans divers endroits. Il est impératif de prendre soin de la planète et de la vie, était la conclusion évidente initialement assumée.

En même temps, au seuil de la maladie et de la mort, il était inévitable de reconnaître l'importance stratégique des soins de santé, leur disponibilité ou leur absence, que ce soit au niveau institutionnel, social ou familial. Dans un monde qui a temporairement arrêté une partie substantielle de la production, du commerce et des services, est devenue évidente la capacité d'autres formes d'économie et de réseaux sociaux, fondés sur la logique de la solidarité et des soins, pour répondre aux besoins de base.

Il convient de garder à l'esprit qu'auparavant, à propos d'une crise des soins bien connue, des mesures ont été prises dans la visualisation du thème des soins même en dehors des frontières du féminisme. La crise des soins a été évoquée depuis le début du siècle, tant au Nord qu'au Sud, associée à l'évolution de la participation des femmes au travail, au vieillissement de la population, à l'affaiblissement de l'État providence dans certains cas, et aussi avec les multiples impacts du néolibéralisme dans d'autres cas.

Ainsi, la crise des soins comme l'une des dimensions de la crise systémique avait conduit à placer la question sur divers agendas, y compris celles des organisations et des circuits qui veillent aux intérêts du capital. On peut dire qu'au cours de ce siècle, un consensus a déjà été esquissé sur les politiques essentielles : prestation de services publics de soins à la personne, adaptation des horaires de travail et des modèles de protection sociale, redistribution des tâches entre les femmes et les hommes dans les foyers et les communautés, etc. Cependant, ces consensus étaient et sont toujours fragiles et contradictoires, minés par des accords et des intérêts économiques qui ne cessent de précariser les conditions de vie et de travail.

Actuellement, les agendas officiels qui esquissent des thèmes de crise, de la résilience, de la reprise post-pandémique et de la nouvelle normalité, n'ont pas pu éviter une telle reconnaissance, alors que des perspectives intermédiaires et d'autres visions alternatives abordent déjà les soins des êtres humains et de la planète comme axe de réformes et de transformations.

---

<sup>1</sup> Le FMI lui-même nomme son dernier rapport annuel (2022) Une crise après l'autre.

## Crise pandémique et reconnaissance de l'importance des soins

Depuis le début de la crise du Covid 19, une reconnaissance de l'importance des soins a été esquissée. La réalité ne pouvait pas être plus drastique pour montrer qu'il en est ainsi, puisque tous les questions fondamentales pour la survie (santé, alimentation, prise en charge des personnes dépendantes, services essentiels) ont été mis au premier plan et, dans certains cas, ils se sont effondrés.

Dans ces conditions, la réalité pandémique a donné plus de visibilité à l'économie féministe, à ses postulats, analyses et propositions. Dans l'expérience sans précédent du confinement mondial, l'économie des soins a connu une projection particulière. L'évidence irréfutable des déficits et des crises dans la trame qui supposent les soins et la reproduction de la vie, exacerbée par le fléau néolibéral, s'est conjugée à une appréciation unique des travaux et des activités qui sont qualifiées d'« essentielles ».

Le terme « résilience » a été adopté de manière générale pour désigner les capacités de sociétés concrètes à faire face à une situation aussi extrême. Les femmes, le personnel de santé, les réseaux alimentaires et de soins sont apparus comme faisant partie de ces capacités.

En même temps, et loin des attentes initiales selon lesquelles l'ampleur de la crise et la prise de conscience naissante conduiraient à un changement de cap du système, la pandémie a accéléré les processus de marchandisation de la vie, de reconfiguration du travail et de production en termes prédateurs.

Le rôle indéniable des femmes dans divers domaines de l'économie, y compris celui des ménages convertis en unités de production-reproduction aux fonctions démultipliées, a conduit les instances multilatérales, nationales et locales à déployer des propositions tournées vers les femmes comme clé d'une « réactivation », bien que la plupart du temps sans changements de fond.

D'une manière ou d'une autre, la pandémie a accéléré l'adoption de politiques spécifiques par des entités telles que le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM) qui, bien qu'ils ont abordé le thème auparavant, ont adopté des stratégies de genre en 2022. Dans les deux cas, la notion de combler les écarts est centrale, les femmes sont considérées comme des 'ressources' encore sous-utilisées pour la croissance économique et le développement, et le travail de soins comme un obstacle à l'emploi et à l'inclusion sur le marché.

Lors de la présentation de la stratégie genre, la directrice du FMI a déclaré que :

**La réduction des disparités entre les sexes va de pair avec une croissance économique plus élevée, une plus grande stabilité économique et résilience, et une réduction des inégalités de revenus. Des politiques macroéconomiques, structurelles et financières bien conçues peuvent favoriser des résultats efficaces et inclusifs et bénéficier équitablement aux femmes, aux filles et à la société dans son ensemble.<sup>2</sup>**

Pendant la pandémie, le FMI a déclaré que sous la priorité de « sauver des vies », il fallait garantir les dépenses de santé, soutenir les gouvernements, les ménages et les entreprises avec des ressources extraordinaires. Il a proposé d'augmenter les impôts des plus riches et a promu un comité de crise international pour combler le déficit d'approvisionnement en vaccins. Il a déclaré que :

<sup>2</sup> <https://www.imf.org/es/News/Articles/2022/07/22/pr22263-imf-md-kristalina-georgieva-announces-the-imf-new-gender-strategy>

**À l'avenir, les pays devront accorder la priorité aux investissements dans les systèmes de santé publique et l'éducation. Ils doivent également renforcer les réseaux de sécurité sociale pour permettre à tous d'avoir accès à la nourriture et à d'autres biens et services essentiels<sup>3</sup>.**

Pour nuancer des positions précédentes, il a vu l'opportunité d'allouer des ressources à des mécanismes de protection sociale spécifiques :

**Ces réseaux de sécurité doivent être maintenus en fonction des besoins et, dans certains cas, doivent être élargis : des congés de maladie payés pour les familles à faible revenu à l'accès aux soins de santé et à l'assurance-chômage, en passant par l'élargissement des transferts en espèces et en nature pour les travailleurs du secteur informel, les mécanismes numériques étant souvent la meilleure option pour leur mise à disposition. Il est encourageant de constater que les pays présentant des niveaux d'inégalité plus élevés ont consacré des pourcentages plus élevés de soutien aux ménages, y compris ceux appartenant à des groupes vulnérables<sup>4</sup>.**

Dans sa nouvelle stratégie de genre, il confirme une perspective de soins avec une portée plutôt limitée et comme condition pour que les femmes « travaillent » :

**La deuxième solution validée est d'aider les femmes à travailler à l'extérieur du foyer ou à créer leur propre entreprise. Des réformes de la fiscalité, des dépenses publiques, de l'infrastructure financière et de la réglementation, ainsi que des marchés du travail peuvent être utiles. L'accès à des services de garde d'enfants abordables et de qualité libère davantage des femmes pour pouvoir travailler, de plus, il génère directement de l'emploi<sup>5</sup>.**

Sans changer l'approche de fond et les propositions économiques, la Banque mondiale, en termes d'arguments, met l'accent sur le développement, en particulier les OMD. Il se réfère plus explicitement et directement à l'égalité des sexes et à l'investissement dans les soins.

- L'accélération de l'égalité des sexes et l'investissement dans l'autonomisation génèrent de grands avantages économiques. Aucune société ne peut se développer durablement sans changer et accroître la répartition des opportunités, des ressources et des choix pour les hommes et les femmes afin qu'ils aient le même pouvoir de diriger leur propre vie et de contribuer à leurs familles, communautés et pays.
- L'emploi des femmes peut être un moteur central de la croissance inclusive. En moyenne, le PIB par habitant à long terme serait supérieur de près de 20 % si les écarts entre hommes et femmes en matière d'emploi étaient comblés.
- L'égalité des sexes peut accélérer les progrès vers d'autres objectifs de développement, tels que la lutte contre l'insécurité alimentaire, le changement climatique, les conflits et la fragilité.

<sup>3</sup> <https://www.imf.org/es/Blogs/Articles/2020/10/14/blog-fiscal-policy-for-an-unprecedented-crisis>

<sup>4</sup> <https://www.imf.org/es/Blogs/Articles/2020/07/16/blog-g20-md-the-next-phase-of-the-crisis-further-action-needed-for-a-resilient-recovery>

<sup>5</sup> <https://www.imf.org/es/Blogs/Articles/2022/09/08/how-to-close-gender-gaps-and-grow-the-global-economy>

- Les investissements dans les services de soins peuvent générer des impacts sur différentes générations en améliorant l'autonomisation économique des femmes<sup>6</sup>.

Pour sa part, la CEPALC, également du système des Nations Unies, avec une trajectoire institutionnelle de longue date en matière de promotion des droits des femmes et de l'égalité des genres en Amérique latine, fait un bond important en ce moment et vient relever l'urgence d'aller vers une « société de soins ».

Sur la base des informations recueillies dans le cadre du suivi des impacts de la pandémie, a déclaré en 2021 que :

**« L'Amérique latine et les Caraïbes doivent investir dans l'économie des soins et la reconnaître comme un secteur dynamique de reprise, avec des effets multiplicateurs sur le bien-être, la redistribution du temps et des revenus, la participation au travail, la croissance et la perception des impôts »<sup>7</sup>.**

La CEPALC reconnaît l'urgence d'un changement de paradigme face à l'échec évident qui s'exprime dans les multiples crises systémiques et publie en novembre 2022 le document *La société de soins. Horizon pour une reprise durable avec l'égalité de genre*<sup>8</sup>.

Cette nouvelle vision et proposition, comme l'a souligné le secrétaire exécutif dans la présentation du document à un support clair :

**« Les apports de l'économie féministe, les propositions des mouvements de femmes et féministes et le paradigme du Bien-vivre guident les principes qui permettent la construction d'une société qui place le soin et la durabilité de la vie au centre, avec l'égalité des genres »<sup>9</sup>.**

Dans une position plus intermédiaire, dans la même présentation, il a été souligné que :

**Pour éviter l'approfondissement des écarts entre les sexes et aller vers une égalité réelle, il est essentiel d'avancer dans la reconnaissance des soins des personnes et de la planète. En outre, les secteurs des soins ont le potentiel de stimuler les économies et de créer des emplois.**

Nous voyons alors deux perspectives qui abordent la relance économique en accordant de l'importance aux femmes et en tenant compte les soins. D'un côté, celui représenté par le FMI et la BM qui maintiennent leur ligne précédente d'inclusion des femmes avec une perspective de marché, ils posent le lien entre l'emploi des femmes et la croissance, et sur la base de cette « sortie » des femmes vers le marché, soulignent la fonctionnalité des soins. D'autre part, celle représentée par la CEPALC qui, compte tenu de la crise systémique, reconnaît la nécessité d'un changement de paradigme et propose l'urgence d'aller vers une société de soins, basée sur des propositions féministes et de Bien vivre. Au-delà des arguments généraux, ses lignes spécifiques sont quelque peu hybrides, elles ne se démarquent pas d'un agenda de marché puisqu'elles désignent l'emploi des femmes et les soins

<sup>6</sup> <https://www.bancomundial.org/es/topic/gender/overview>

<sup>7</sup> CEPAL, *La autonomía económica de las mujeres en la recuperación sostenible y con igualdad de género*, Informe especial Covid 19, No.9, febrero 2021

<sup>8</sup> CEPAL, *La sociedad del cuidado. Horizonte para una recuperación sostenible con igualdad de género*, noviembre 2022.

<sup>9</sup> [https://www.cepal.org/sites/default/files/presentation/files/221108\\_final\\_presentacion\\_del\\_documento\\_de\\_posicion\\_07-11-2022\\_rev\\_jmsx\\_final\\_dag.pdf](https://www.cepal.org/sites/default/files/presentation/files/221108_final_presentacion_del_documento_de_posicion_07-11-2022_rev_jmsx_final_dag.pdf)

comme fonctionnels à la croissance, mais au même temps elles situent clairement les défis de la transition en tenant compte de l'égalité, la justice et la durabilité de la vie.

Le mouvement féministe, pour sa part, ratifie sa critique de la marchandisation de la vie et du pouvoir corporatif qui n'ont pas reculé avec la pandémie, et reconferme sa thèse de transformation vers une économie pour la vie, dans laquelle une éthique et une logique des soins sont centrales, tout comme la justice de genre, écologique, raciale et territoriale.

Dans la phase pré-pandémique, l'agenda économique a retrouvé une place centrale dans la mobilisation mondiale. En 2018, une grève des femmes a été appelée pour commémorer la Journée Internationale des Femmes, avec une réponse retentissante dans pas moins de 70 pays. Au-dessus des revendications multiples et des causes situées « s'est exprimée avant tout, la nécessité de remettre le travail dans le centre. Le travail dans sa diversité de formes, de fonctions et de sens, le travail comme moteur du monde et de la vie; le travail comme champ d'injustices et d'inégalités mais aussi comme axe de transformations pour un autre ordre économique, social et culturel »<sup>10</sup>.

Un autre moment de synthèse et d'irradiation de l'économie féministe au niveau des mouvements a été le processus du Forum Social Mondial des Économies Transformatrices, dont l'événement virtuel mondial s'est tenu en 2020, déjà dans des conditions de confinement. Dans ce cadre, il a été proposé d'aller vers des formes alternatives de réactivation économique, ce qui comprend la redéfinition des emplois socialement nécessaires et des emplois biocides qu'il faudra reconverter dans un nouveau schéma de travail et de production »<sup>11</sup>.

A cette époque, dans le domaine des expériences situées des femmes, les mouvements qui se sont activés autour des réponses matérielles à

la crise pandémique, ont vécu ces processus en termes de résistance et de transformation. De telles expériences n'ont été possibles que grâce à l'existence d'un patrimoine social de savoirs, de relations et de mémoire des femmes, qui émergent, se recréent et se réinventent face aux nouvelles conditions.

Le soin comme résistance<sup>12</sup> a pour axe une dimension collective dans l'interprétation des demandes et la gestion des solutions, qui joint les enjeux pratiques aux enjeux politiques et affectifs. Cela a renforcé et donné de nouveaux indices pour un agenda de transformation économique, qui s'est complexifié avec la recherche d'alternatives systémiques basées sur des visions de la durabilité de la vie, du Bien-vivre, de l'éco socialisme et autres.

---

## Les paradoxes de la reconnaissance : plus de travail et plus d'appauvrissement pour les femmes

La reconnaissance de l'importance des soins à laquelle nous avons fait allusion, dans ses diverses perspectives et portées, a en commun la reconnaissance de l'importance du travail des femmes, rémunéré et non rémunéré, pour la reproduction de la vie, ainsi que des inégalités et des injustices dans lesquelles une telle dynamique se déroule. Les agendas de réactivation ou de transformation économiques subséquents placent les femmes comme l'axe, que ce soit d'une nouvelle impulsion vers le marché et la croissance capitaliste, ou d'une transition vers des sociétés de soins.

De manière générale, les bilans sur les implications de genre de la pandémie indiquent que

---

10 León T., Magdalena, "Una jornada histórica recupera la radicalidad feminista", Alainet, 9/03/2018 <https://rebellion.org/una-jornada-historica-recupera-la-radicalidad-feminista/>

11 <https://www.economiasolidaria.org/noticias/economia-feminista-para-mundo-en-transformacion/>

12 "Respuestas feministas a esta crisis de reproducción", Boletín Miradas y horizontes feministas, No. 2, febrero 2021, CLACSO, GT Feminismos, resistencias y emancipación. <https://www.clacso.org/boletin-2-miradas-y-horizontes-feministas/>

les femmes sont les plus touchées en termes d'aggravation des inégalités, de chômage et de perte de revenus, de charge de travail, de violence, d'éducation (avec le poids de l'écart numérique).

L'Organisation internationale du travail (OIT), en tant qu'organe des Nations Unies qui s'occupe du « monde du travail », a rendu compte des impacts de la pandémie sur l'emploi, notant dès le début que :

**Contrairement aux crises précédentes, l'emploi des femmes est plus menacé que celui des hommes, notamment en raison des effets de la récession dans le secteur des services. D'autre part, les femmes représentent une grande proportion des travailleurs occupant des emplois de première ligne, en particulier dans les secteurs de la santé et de l'aide sociale. L'augmentation de la charge de travail non rémunérée dans les soins de santé causée par la crise affecte davantage les femmes que les hommes<sup>13</sup>.**

Comme d'autres entités, elle visualise l'écart de genre dans l'emploi et le travail dit informel comme le problème à traiter. Avec cette priorité, elle place le travail de soins non rémunéré comme un obstacle à la participation des femmes. La pandémie a entraîné un recul dans la réduction de ce déficit de main-d'œuvre, avec une tendance qui n'a pas encore été surmontée :

**Partout dans le monde, les femmes consacrent désormais 18,9 heures par semaine à l'emploi, soit 57 % de la moyenne d'heures travaillées par les hommes (33,4 heures)<sup>14</sup>.**

La CEPALC a également souligné qu'en 2020, il y a eu une désertion retentissante des femmes de la population active, qui, du fait de devoir répondre aux demandes de soins dans leurs foyers n'ont pas repris leur recherche d'emploi<sup>15</sup>.

Les demandes de soins dans les ménages se sont accentuées comme jamais auparavant, puisque les réseaux de soins qui comprenaient les services publics et les dispositifs sociaux et familiaux ont été suspendus de force, et tout s'est concentré dans les foyers.

L'OIT propose la « promotion d'une relance centrée sur l'être humain », ne traitant que latéralement les soins, évoquées à travers deux recommandations : l'extension des licences payantes et la protection sociale pour l'ensemble de la société.

Mais il a également été souligné, sous un autre angle, la capacité dont font preuve les secteurs et les initiatives de production et de services mettant en vedette les femmes, pour répondre aux besoins fondamentaux dans ces conditions critiques et malgré les désavantages et les injustices auxquels elles sont confrontées.

13 [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms\\_767045.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_767045.pdf)

14 [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/briefingnote/wcms\\_845802.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/briefingnote/wcms_845802.pdf)

15 CEPALC, *La autonomía económica de las mujeres en la recuperación sostenible y con igualdad de género*, Informe especial Covid 19, No.9, febrero 2021



---

# Comment en sommes-nous arrivé.es là?

---



# Comment en sommes-nous arrivé.es là? Du travail domestique au travail de soin, bref tour d'horizon des théories et agendas politiques

## Le « débat sur le travail domestique » : en dévoilant la relation entre le patriarcat et le capitalisme

Le courant d'analyse théorique et politique, issue d'une perspective féministe - marxiste, qui s'est intéressé au sens économique du travail domestique, sans négliger ses multiples implications sociales et culturelles, dans un cadre interprétatif historique structurel, est connu comme « débat sur le travail domestique ». Il est pertinent de revoir ces approches générales, non seulement en raison de l'importance qu'ils avaient en leur temps, mais aussi en raison de l'intérêt et des projections qu'ils ont sur les avancements réalisés, ainsi que pour leur actualité pour la compréhension des phénomènes contemporains.

Les apports de ce courant ont été décisifs car : a abordé le patriarcat comme indissociable du capitalisme, a interprété l'accumulation comme une dynamique fondée sur la production autant que sur la reproduction, a expliqué les mutations intervenues autour de la division sexuelle du travail dans différents contextes économiques, a posé les fondements de la visibilité et la validité économique du travail domestique, qui est un des piliers des agendas d'émancipation.

Ce débat fécond renvoie aux fondements de la pensée marxiste, notamment ceux liés au travail, élargissant son horizon explicatif.

A partir de sa théorie de l'exploitation basée sur les classes sociales, le marxisme identifie que dans le capitalisme le travail domestique qui est socialement nécessaire à la reproduction n'est pas reconnu comme productif :

**« Le travail productif au sens de la production capitaliste est du travail salarié qui, échangé contre la partie variable du capital (la partie du capital consacrée aux salaires), non seulement reproduit cette partie du capital (ou la valeur de sa propre capacité de travail), mais produit aussi de la plus-value pour le capitaliste... Seul le travail salarié qui produit du capital est productif » (Marx, 1977, 37).**

Ainsi, dans la perspective capitaliste, le travail domestique, étant non rémunéré, est compris comme reproductif, il génère des valeurs d'usage qui ne deviennent pas des valeurs d'échange, sa gratuité le rend improductif.

Mais les interactions entre reproduction sociale et production n'ont pas été laissées de côté à son époque par ce courant. Ainsi Engels, à la recherche d'antécédents et d'explications sur la division sexuelle du travail, a affirmé que cette division n'implique pas nécessairement inégalité ou subordination sauf lorsque la propriété privée intervient, dont la première expression apparaît dans la famille, comme une forme rudimentaire d'esclavage qui convertit la femme et les enfants en esclaves du

mari, puisqu'il peut disposer de leur force de travail (Eisenstein, 1980, 22). Il est allé jusqu'à proposer une analogie entre l'antagonisme de classe et celui de l'homme et de la femme dans le mariage monogame; au sein de la famille, l'homme représente le bourgeois et la femme le prolétaire. Un changement dans cet ordre - et l'extinction même de la famille - viendrait avec la fin de l'exploitation capitaliste. Cette perspective du rapport entre la subordination féminine et la propriété privée a connu des développements analytiques plus anthropologiques qu'économiques, et ces derniers temps a été fortement interféré par les visions de « l'autonomisation économique » dans la clé du marché capitaliste.

Le courant novateur du féminisme socialiste dans les pays industrialisés (années 1970 et 1980) a soulevé la nécessité d'intégrer l'analyse de classe à celle du patriarcat – considéré essentiellement comme la forme de domination masculine présente dans la famille et en dehors de celle-ci- pour expliquer pleinement la division sexuelle du travail et ses implications. Il a affirmé que :

**« ...le capitalisme a besoin du patriarcat pour fonctionner efficacement... la suprématie masculine, en tant que système de hiérarchie sexuelle, fournit au capitalisme (et aux systèmes qui l'ont précédé) l'ordre et le contrôle dont il a besoin... Dans la mesure où l'intérêt pour le profit et le contrôle social sont inextricablement liés, le patriarcat et le capitalisme seront un processus intégral; car des éléments spécifiques de chaque système sont nécessaires à l'autre » (Eisenstein, 1980, 22).**

Cette vision systémique du patriarcat ne se réduit pas à interpréter les rapports entre hommes et femmes comme une dimension isolée (comme dans certains discours contemporains qui ont récupéré l'usage de la notion de patriarcat),

sinon comme des structures qui s'incarnent dans des institutions, normes, coutumes, codes culturels, à la fois non pas comme résidu ou héritage figé du passé mais comme une forme de domination qui se réactualise avec les reconfigurations de l'économie et du pouvoir.

Avec cette matrice d'analyse qui intègre le capitalisme et le patriarcat, il a été mis en évidence que le capitalisme a supposé un changement fondamental dans les modalités de la division sexuelle du travail, en séparant la production de la reproduction et en concentrant les femmes sur les tâches ménagères, qui sont devenues la forme spécifique du travail féminin. Dans cet ordre, le travail reproductif a été socialement marginalisé, tout comme celles qui l'accomplissent. Ainsi, on considèrerait que c'était l'exclusion des femmes de la production pour l'échange qui était à l'origine de leur position subordonnée dans les sociétés de classe, et pas tellement ou pas seulement la propriété privée comme l'affirmait Engels.

La division sexuelle du travail ainsi reconfigurée a renforcé l'ancienne naturalisation du rôle maternel et domestique des femmes, socialement projeté comme du non-travail. Il a fallu « démontrer » à nouveau que ces activités sont du travail, qu'elles supposent l'accomplissement de processus de génération de biens et de services, de valeurs d'usage qui sont potentiellement aussi des valeurs d'échange (Michel, 1980 : 167). Le travail domestique en est venu à être abordé non pas comme une tâche ou un ensemble de tâches, mais comme une « relation de production entre mari et femme » qui se produit dans la famille nucléaire moderne; c'est tout le travail effectué pour une autre personne au sein du ménage ou de la famille et non rémunéré. C'est le

**« rapport d'une personne ou d'un patron, dont la production est intégrée au circuit marchand, à un autre qui lui est subordonné parce que sa production, qui n'est pas intégrée au circuit marchand, est dévalorisée et transformée en quelque chose d'invisible » (Michel, 1980, 16-17).**

Si l'exécution du travail domestique est apparue comme un rôle toujours féminin, sa dévalorisation et son invisibilité n'ont pas été un constant historique, mais se sont plutôt produites dans le cadre de la généralisation des relations de marche. Ainsi, il a été soulevé que

**« La raison pour laquelle le travail domestique n'est pas considéré comme productif ou comptabilisé, c'est qu'il est fait gratuitement dans le milieu familial : il n'est ni rémunéré ni échangé de manière générale. Et ce, non pas en raison de la nature des services qui le composent - puisqu'ils sont tous au marché - ni des personnes qui l'exécutent (puisque la même femme qui prépare une côtelette gratuitement dans sa maison est rémunérée dès qu'elle le fait dans une autre maison) mais par la nature particulière du contrat qui lie la travailleuse -l'épouse- au foyer et à son « patron » ou chef » (Delphy, 1980, 44).**

Ce thème du cercle vicieux gratuité-dévaluation est fondamental dans le débat. L'analyse qui a pris comme référence l'enregistrement de la production pour l'autoconsommation dans les comptes nationaux, a été l'un des assises pour avancer ultérieurement dans des pratiques de reconnaissance et de valorisation du travail domestique. L'approche centrale est la suivante :

**« on prétend généralement que le travail domestique est gratuit parce qu'il n'est pas productif, et qu'il n'est pas productif parce qu'il « n'entre pas dans le système de valeurs », c'est-à-dire parce qu'il ne passe pas par le marché. Non seulement c'est une explication très incomplète, mais, et surtout, la définition de la productivité est curieuse, puisque (comme cela a été vérifié) certaines productions non marchandes, consommées par leurs producteurs, sont comptabilisées et traitées comme productives. Pourtant, la raison du statut du travail ménager n'est pas son absence de passage par le marché ou l'échange... le travail ménager est productif si l'on adopte les termes de la comptabilité nationale, qui sont légitimes dans la mesure où ils définissent comme productif tout ce qui entraîne un accroissement de la richesse. En conséquence, le travail ménager devrait être considéré comme aussi productif que les productions comptabilisées sous la rubrique « Autoconsommation des ménages », car le processus d'autoconsommation forme un tout : soit l'ensemble des opérations qui conduisent à la consommation final sont productives, ou aucune ne l'est » (Delphy, 1980, 44).**

Sous le feu des idées que nous abordons ici, a émergé la proposition politique du « salaire pour le travail domestique », promue dans les années 70 par un milieu de penseuses et de militantes féministes principalement européennes et des Etats-Unis. Sa prémisse n'était pas seulement l'oppression, mais aussi le pouvoir latent et la capacité subversive du travail domestique, en tant qu'il produit et reproduit la main-d'œuvre clé pour le fonctionnement du système. Cette revendication salariale a été projetée comme un élément susceptible de modifier les conditions de négociation salariale sur le marché du travail et les conditions de vie de la classe ouvrière :

« Nous avons présenté la revendication du « salaire domestique » comme un barrage contre le faible niveau des salaires externes féminins et comme une possibilité d'autonomie financière pour les femmes, quel que soit le cycle économique favorable ou défavorable qui voudrait qu'elles soient plus employées ou plus au chômage. Avec ceci, nous avons eu l'intuition d'une possibilité de plus grand pouvoir, également pour les hommes, de plus en plus nombreux dans les années suivantes, qui vivraient la condition féminine précaire, les bas salaires et la garde gratuite des enfants et de la famille. La devise « salaire pour le travail domestique » au lieu de « pour les femmes au foyer » signifiait précisément ceci : ne pas faire d'exclusions a priori, ne pas privilégier les rôles par rapport à l'accomplissement du travail par qui que ce soit, femme ou homme » (Dalla Costa, 2009, 261).

Les processus de modernisation des économies traditionnelles dans les pays 'sous-développés' ont également été examinés sous l'angle de leur impact sur le travail féminin et la situation des femmes. L'ouvrage classique d'Esther Boserup<sup>16</sup>, suite à une analyse comparative de divers cas, montre comment dans les pays africains les processus de modernisation mis en œuvre ont déstructuré les modalités d'organisation et de production communautaire et familiale. Les femmes ont été exclues de l'accès à la technologie et aux autres ressources, leur travail est devenu « reproductif », ce qui a déterminé une diminution de leur statut. La pénétration capitaliste a expulsé les femmes de la production alimentaire de base et a créé des conditions pour la migration rurale-urbaine.

Cette ligne de lecture s'éloigne de la vision modernisatrice qui associe le traditionnel et le précapitaliste au retard et à l'absence de droits, tout en reliant les droits des femmes à la modernisation et aux démocraties à l'occidentale. Il s'agissait d'analyses capables d'identifier les divers contextes économiques, sociaux et culturels qui déterminent les formes de rapport des femmes à la production et à la reproduction et donc les formes de travail, de valorisation et de reconnaissance.

Ces approches contextuelles et relationnelles sont essentielles pour rendre compte des réalités complexes des pays et des régions qui, au gré des projets de modernisation et de globalisation, ont connu la pérennité et la réadaptation de formes de production-reproduction qui défient les logiques marchandes en privilégiant la subsistance et la reproduction de la vie, bien qu'au milieu de conditions injustes et asymétriques.

---

## La « valorisation du travail domestique » : visibilité des apports et des inégalités de genre

Un mouvement des femmes en plein essor et l'avancement d'instances et d'agendas internationaux sur l'égalité, ont ouvert des espaces pour la demande de visibilité et d'appréciation du travail domestique. La thèse de que les processus de développement en émergence devaient 'intégrer' les femmes, en surmontant les inégalités préalables, ou que ces processus de développement devaient assumer une approche de genre transversale, ouvrait la voie à la nécessité de faire face à l'exacerbation des injustices de genre et aux nouvelles expressions de cette inégalité.

---

<sup>16</sup> Esther Boserup a publié cette recherche pour la première fois en 1970.

Les réalités qui se reconfiguraient avec l'imposition du néolibéralisme montraient les effets de la crise et de l'ajustement structurel sur les femmes, en particulier ce qu'on entrevoyait comme la 'féminisation de la pauvreté', dont l'une des caractéristiques était la réalisation de doubles et triples journées de travail par les femmes, pour assurer la survie de leur famille, dans des conditions de plus en plus précaires. Tout cela a ajouté des arguments pour demander de faire une estimation et mesurer ce travail.

Voici, très brièvement, quelques-unes des formulations de l'agenda international des institutions en la matière :

**« Les contributions rémunérées et, surtout, les non rémunérées que fait la femme à tous les aspects et secteurs du développement devraient être identifiées, et des efforts devraient être faits pour mesurer et refléter ces contributions dans les comptes nationaux, les statistiques économiques et le PIB. Des mesures concrètes doivent être prises pour quantifier la contribution non rémunérée des femmes à l'agriculture, à la production alimentaire, à la reproduction de l'espèce et aux activités domestiques. »**

Les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la Femme, Nations Unies, 1985 (paragraphe 120)

**Les gouvernements doivent mesurer et comprendre la portée et la répartition du travail non rémunéré des femmes et établir des méthodes pour déterminer sa valeur.**

Plate-forme de Beijing, Nations Unies, 1995. (Objectif stratégique F.1)

**Il faut « sensibiliser la société à la valeur du temps socialement nécessaire pour s'occuper de la famille et du foyer et à la nécessité que ces tâches soient équitablement réparties entre toutes les membres du ménage », ainsi que faire connaître « les nouvelles tâches que les femmes accomplissent dans la société, la diversité des structures familiales et la démocratisation du travail domestique parmi les membres de la famille, femmes et hommes, promouvoir les relations démocratiques entre les membres de la famille. »**

Programme d'Action Régional pour les Femmes en Amérique Latine et dans les Caraïbes, 1995-2001, CEPALC, 1994 (Domaine VI. Responsabilités familiales partagées)

Face à cette tâche, le référent de calcul était les instruments développés par l'économie conventionnelle pour mesurer la 'production', c'est-à-dire le Système de Comptabilité Nationale (SCN) et le produit intérieur brut (PIB), par conséquent, il y avait des problèmes méthodologiques, qui n'ont pas été entièrement résolus à ce jour.

Les problèmes méthodologiques étaient liés au fait que le travail domestique ou reproductif s'effectue dans le cadre des liens familiaux et affectifs, et non des relations de travail. Selon les contextes socio-économiques et culturels, il peut être organisée de diverses manières, avec différents niveaux de technologie, comprend une grande variété de tâches, demande de multiples connaissances et compétences, et souvent il est simultanée ou parallèle à d'autres activités, a parfois un rythme incessant, et produit des biens et des services de diverses caractéristiques et qualités. Pour cette raison, comme le souligne J. Anderson (1991, 272)

**« ...le complexe flux d'activités parallèles si caractéristique du travail domestique confond les efforts visant à obtenir des mesures précises du temps consacré à ces tâches. De plus, il existe une élasticité marquée des standard de qualité, et apparemment rien d'analogue au marché qui pourrait faciliter les comparaisons entre un travailleur et un autre, un emploi et un autre. »**

Diverses approches méthodologiques et expériences de mesure ont émergé, considérant dans certains cas les produits et services générés, dans d'autres le coût d'opportunité et dans d'autres l'utilisation du temps. Cette dernière est la méthode qui a été le plus développée et appliquée par la suite.

Un exercice clé a été assumé par le PNUD lors de la préparation de son *Rapport sur le Développement Humain* en 1995, dont le thème central était les conditions d'inégalité entre les hommes et les femmes et dont le chapitre 4 abordait la « Valorisation du travail des femmes ». Ce rapport offrait pour la première fois un aperçu global de la question. Il a appliqué des tests d'utilisation du temps pour mesurer « la quantité de temps que les hommes et les femmes consacrent aux activités marchandes et non marchandes » (p. 98). Il a distingué les activités personnelles (non économiques, qui ne peuvent être déléguées à des tiers) et productives (économiques), elles-mêmes divisées en celles qui sont orientées vers le marché et celles qui ne le sont pas. Il s'intéressait non seulement à la durée mais aussi à l'intensité de l'effort, sans pour autant le quantifier. Ainsi, elle a produit et collecté des informations sur une variété de pays et de situations, confirmant qu'en général, les femmes travaillent plus d'heures que les hommes et que la plupart d'entre elles accomplissent un rôle domestique quel que soit leur statut de travail.

Lors de l'attribution d'une valeur approximative à ce temps de travail, il a été considéré qu'une quantification exacte n'était pas encore possible en raison de sa complexité, car de grandes variations sont impliquées dans la qualité des produits et services générés, dans les connaissances et les efforts utilisés. Pour cette raison 'la question est simplifiée si l'on suppose qu'une heure de travail avec utilité marchande et une heure de travail sans utilité marchande ont la même valeur' (PNUD, 1995, 98) ; Sous cette hypothèse, il a été possible de construire certains évidences, élargissant la portée des approches précédentes.

Montrer que la contribution non monétisée du travail des femmes s'élevait à quelque 11 milliards de dollars par an (PNUD, 1995, 6) était d'une grande importance pour démontrer à quel point le rôle économique des femmes est ignoré ou dévalorisé, en les considérant comme économiquement dépendants ou comme travailleuses secondaires, leur causant des préjudices matérielles et sociales, et limitant leur pouvoir et leur autonomie.

Pour sa part, l'INSTRAW a adopté l'approche des « comptes satellites ». Dans ce cas, le canon entrées-sorties est appliqué, en fonction de son volume et de sa valeur. Il est souligné que pour permettre la quantification et l'agrégation, il est plus approprié d'utiliser des valeurs « mais les biens et services produits dans le foyer n'ont pas de valeur implicite puisque le travail n'est pas rémunéré et les produits ne sont pas vendus sur le marché. Il faut donc imputer une valeur tirée du marché. La valeur des intrants est généralement exprimée en salaires versés pour des emplois similaires sur le marché. Par ailleurs, la valeur des produits est exprimée dans le prix d'un produit marchand équivalent » (Sikoska, 1998, 191). Cette méthodologie a été testée dans deux pays, concluant que « les estimations totales de la valeur du travail des ménages au Canada sont d'environ le 42 % du PIB, tandis qu'en Finlande, cela correspond à 40 % du PIB... » (Sikoska, 1998, 202).

Mais le Système de Comptes Nationales en tant qu'instrument utilisé pour enregistrer et mesurer ce qu'une économie produit à chaque période, qui a été remis en question pendant des décennies par les femmes en raison de sa division arbitraire entre activités productives et non productives qui exclut la plupart de la production domestique, a également été critiqué de la propre vision du développement humain « le système de comptabilité nationale n'a jamais été conçu pour mesurer le bien-être de l'être humain, mais seulement le produit, les revenus et les dépenses. Mais pour atteindre cet objectif limité, le SCN devrait être plus intégral et inclure plus d'éléments dans la manière dont il définit l'activité économique » (PNUD, 1995, 98). Des critiques à l'égard de cet outil de mesure a également été soulevées du point de vue environnemental, qui soulignait notamment l'omission du coût des impacts environnementaux.

En tout cas, à l'époque l'accent était mis sur la sous-estimation du PIB total, que s'il ajoutait la contribution du travail domestique augmenterait entre 40 % et 70 % (CEPAL, 1994, 36; PNUD, 1995, 8).

La sous-estimation de la production sectorielle, en particulier l'agricole, revêt une importance particulière, car le travail des femmes au foyer comprend souvent également des activités productives permanentes ou occasionnelles, qui sont masquées lorsque les femmes sont enregistrées comme femmes au foyer, dans un schéma où le travail domestique est synonyme d'inactivité économique. En corrigeant ce biais, il a été possible d'établir que dans la région andine le PIB agricole augmenterait entre 10 % et 36 % (IDB/IICA, 1996).

Ces évidences, ajoutées à d'autres approches et actions, se sont reflétées dans les revendications et les propositions de l'époque dans les pays d'Amérique latine qui, au milieu de la crise et de l'État minimal du néolibéralisme, ont renforcé ce qui avait été convenu dans les instruments internationaux :

- Redistribuer le travail domestique au niveau social et familial, démocratiser ces responsabilités en dépassant la division sexuelle du travail.
- Exiger la gratuité des services publics de santé, d'éducation, de garde d'enfants et autres.
- Intégrer de manière permanente la mesure et le calcul du travail domestique dans les systèmes nationaux.
- Reconnaître et récompenser les femmes qui réalisent ce travail non pas en termes monétaires (ce qui renforcerait les rôles) mais économiquement, par exemple via l'affiliation à la sécurité sociale.
- Chercher de solutions technologiques et collectives pour les tâches qui demandent plus de temps et d'efforts (comme la lessive).

D'autres axes de réflexion ont également été intégrés :

**« Le travail domestique implique un dévouement de temps et d'énergie qui a des bases très louables : il y a de l'altruisme, de la solidarité, de l'affection, des principes dont la connotation positive peut être remise en question au vu des conséquences néfastes sur celles qui les pratiquent généreusement. Pour renverser cette situation, il faudra intégrer la réciprocité, qui en ferait un modèle que l'on peut assumer socialement : les soins mutuels entre les genres et les générations, fondés sur une répartition équitable des responsabilités et des ressources, dans le respect des droits (dont le droit à repos et loisirs) et des opportunités pour tous » (León T., 1999, 19)**

Au cours du siècle actuel, les Enquêtes sur l'Emploi du Temps (EET) sont devenues l'outil méthodologique le plus largement utilisé pour démontrer le temps consacré par les femmes et les hommes au travail rémunéré et non rémunéré, détaillant également les activités qui font partie de chacun de ces types de travail, pour lesquels classificateurs internationaux d'activité sont disponibles. De ces mesures est issu l'indicateur de 'pauvreté de temps' qui illustre de manière synthétique la situation de la majorité des femmes dans le monde.

Il y a des pays qui appliquent déjà ces enquêtes de façon régulière et d'autres qui le font sporadiquement. Il y a des variations dans la conception et dans les conditions d'application qui rendent la comparabilité difficile, mais les informations disponibles permettent d'observer les tendances et les différences, ainsi que d'établir des interrelations et de concevoir des politiques dans le but de 'combler les écarts' et d'atteindre l'égalité. Dans certains cas, il a également été possible de collecter des informations spécifiques basées sur l'appartenance ethnique ou autres.

Un bilan récent d'ONU Femmes indique :

**« Jusqu'à présent, et malgré l'élan enregistré après la Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes tenue à Beijing en 1995 (Figure 2, ci-dessus), nous avons identifié quelque 82 pays qui ont appliqué des enquêtes sur l'emploi du temps au niveau national (ou du moins urbain), principalement par la méthode du journal et, dans certains cas, par des listes étendues de questions stylisées. Ils ne représentent que 38,1 % de tous les pays du monde et 43,4 % des 189 pays inclus dans le Rapport sur le Développement Humain. Parmi eux, 44 (53,7 %) ont réappliqué leur enquête sur l'emploi du temps, au moins une fois. »** (ONU Femmes, 2021, 116)

Les données les plus récentes compilées par l'OIT montrent qu'en moyenne, les femmes assument une charge assez similaire de travail de soins non rémunéré, à la fois dans les pays à faible revenu (262 minutes par jour) et à revenu intermédiaire (267), et à revenu élevé (257). L'écart le plus important avec les hommes est observé dans les pays à revenu intermédiaire (66) et le plus faible dans les pays à revenu élevé (135) (voir figure 2 de l'OIT). Concernant son équivalence au PIB, diverses mesures dans les pays indiquent des valeurs comprises entre 15 % et 30 %.

---

## Le travail domestique rémunéré : un noyau de précarité du travail et de racisme

Le travail domestique rémunéré a toujours été une « niche » d'emplois féminisés et précaires. Il reflète la dévalorisation du travail reproductif et du travail des femmes, auquel s'ajoutent et entremêlent discriminations et injustices de classe, de genre, de race et de territoire.

Il a été perçu comme une forme de travail pré-capitaliste<sup>17</sup> compte tenu du poids des relations de servage dans un marché qui a ses propres profils : il a longtemps fonctionné en dehors de la réglementation et de la protection du travail, ce qui permet la persistance des salaires inférieurs, des horaires prolongés et de l'absence de prestations sociales. Dans certains cas, la réglementation a consacré des désavantages, par exemple la fixation d'un salaire minimum inférieur au salaire minimum vital établi pour d'autres métiers.

---

<sup>17</sup> Cette forme de travail a également été perçue comme une relation interclasses entre les femmes au profit des employeuses qui peuvent ainsi accéder à des emplois rémunérés, développer des carrières professionnelles, et autres. Cette thèse est controversée et discutable pour plusieurs raisons, notamment parce qu'elle essentialise le rôle domestique des employeuses.

Cette modalité de travail n'est pas exempte de contradictions. C'est le cas des éventuelles dimensions affectives qui peuvent résulter des relations de proximité humaine et de la génération de liens de confiance qui découlent du partage d'espaces et de processus vitaux.

La compréhension du thème, toujours limitée, a traversé une diversité de disciplines et d'études, de la recherche du profil ethnographique à des sophistiquées analyses statistiques qui cherchent à saisir les dimensions économiques, sociales et culturelles de ces relations de travail, soulignant l'intérêt de construire des indicateurs ou des évidences « concrètes » sur le poids du racisme dans la segmentation et la dévalorisation de ce travail. Les données disponibles sont partielles, mais la surreprésentation historique des femmes afro-descendants et indigènes dans le travail domestique rémunéré est évidente.

En Amérique latine, les femmes représentent 91,5 % de l'emploi dans le travail domestique. Sur le nombre total de femmes avec emploi 11,1 % sont employées dans ce secteur. Parmi les femmes migrantes employées, 35,3 % sont dans ce secteur. Ce secteur a été un des plus durement touchés pendant la crise pandémique, car les niveaux d'occupation ont chuté jusqu'à 45 % et sa reprise ultérieure a été plutôt lente<sup>18</sup>.

L'écart qui prévaut en matière d'affiliation à la sécurité sociale est l'un des indicateurs de précarité : les niveaux d'affiliation sont très variables dans la région, allant d'un minimum de 0,3 % au Guatemala à un maximum de 75,5 % en Uruguay, et dans tous les cas en dessous des niveaux d'affiliation des femmes dans les autres métiers, dont le minimum est de 37,3 % au Honduras tandis que le maximum est de 94,2 % en Uruguay.

Ce n'est qu'en 2011 qu'un instrument a été adopté pour promouvoir le « travail décent » dans ce secteur, à travers la Convention 189 et la Recommandation 201 de l'OIT, qui envisagent des mesures pour garantir une rémunération adéquate, des horaires de travail contrôlés, des avantages sociaux, des environnements de travail sûrs, l'éradication du travail des enfants entre autres.

---

## Chaînes mondiales de soins

La notion de chaînes mondiales de soins est issue du champ de la sociologie<sup>19</sup>, mais elle est une sorte de miroir ou d'envers des chaînes de valeur mondiales, qui font allusion aux dynamiques de production et de services typiques de la mondialisation néolibérale, qui se caractérisent par la fragmentation et la délocalisation des processus qui étaient auparavant entièrement localisés dans des pays ou des régions spécifiques et qui ont commencé à adopter une forme de liens qui parcourent le monde.

Les chaînes mondiales de soins suivent inexorablement la même tendance, et sont associées à la croissance et à la féminisation des migrations. Elles ont à voir avec la crise des soins qui caractérise cette phase, avec l'affaiblissement des États-providence au Nord, avec les changements sociodémographiques qui incluent le vieillissement de la population, avec l'aggravation des crises au Sud qui poussent la migration comme une ressource, de plus en plus désespérée, pour obtenir un emploi et des revenus. En termes agrégés, ils représentent les envois de fonds qui contribuent à stabiliser les économies des pays d'origine.

---

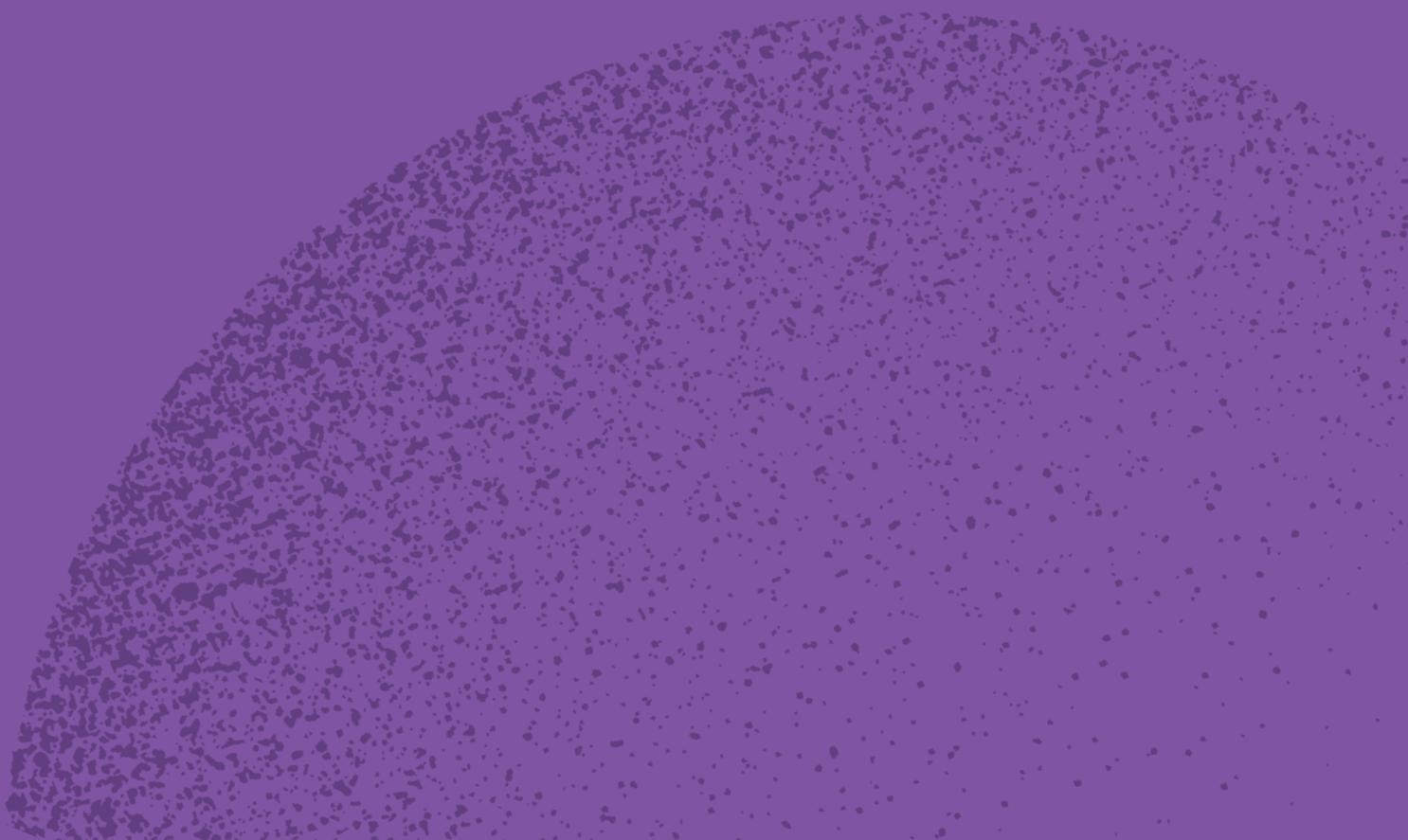
<sup>18</sup> *L'autonomie économique des femmes dans une reprise durable et avec l'égalité hommes-femmes, Dossier spécial Covid 19, n°9, février 2021*

<sup>19</sup> Son auteur est Arlie Russell Hochschild, États Unis, considérée non par hasard comme la créatrice d'une « sociologie de l'émotion », puisqu'elle a cherché à tracer la ligne des affections et des liens personnels qui se conjuguent aux relations de travail et à d'autres faits sociaux et économiques.

## Ce grand flux de déplacements

**« originaires des pays du Sud (originellement des pays à faible revenu d'Asie et d'Amérique Latine) pour assumer des tâches reproductives dans les pays du Nord (principalement l'Europe et l'Amérique du Nord). Ces flux se sont modifiés au fil du temps, pour élargir les pays d'origine au sein du continent asiatique et intégrer les flux de travailleurs africains. Les pays de destination se sont également élargis, pour intégrer certains pays asiatiques à revenu élevé (principalement Hong Kong, Singapour et la Malaisie) et intégrer fortement les pays arabes. L'Amérique latine a cessé d'être seulement un pays d'origine pour la main-d'œuvre de soins des pays du Nord, pour donner lieu à des flux Sud-Sud de travailleurs qui se déplacent entre les pays de la région, marqués par des différences dans leurs niveaux d'emploi et de revenu. » (Valenzuela, 2020 , 53)**

Des études de cas aux documentaires et films, révèlent une caractéristique commune : dans les lieux d'origine des travailleuses, la garde de leurs enfants ou dépendants est prise en charge par d'autres femmes dans l'environnement familial et social, ce qui implique souvent un déficit et crise affective, et dans les lieux de destination cette présence suppose non seulement la prestation de services mais d'affections et de liens. Ainsi s'est produit le nouveau phénomène des familles transnationales, des expériences inédites qui, au milieu des contradictions, participent de la précarité de la vie et des inégalités de cette forme de prise en charge.





---

**Le travail  
des soins :  
nécessaire,  
inégal et en  
tension avec  
le monde du  
travail**

---



# Le travail des soins : nécessaire, inégal et en tension avec le monde du travail

Les avancements et les mises en œuvre de la mesure et de la valorisation du travail domestique non rémunéré, ainsi que d'autres développements analytiques et politiques, nous ont permis d'évoluer vers les notions de travail de soins et d'économie des soins, qui reflètent plus intégralement les dynamiques inhérentes à ces processus.

Il s'agit d'un déplacement d'un regard sur le travail domestique sous l'égide du travail de marché, avec ses formes d'organisation et de rémunération, vers un regard sur les processus de soins à partir de leurs propres logiques sous-jacentes, des travaux, des relations et des ressources en jeu, de leurs contradictions avec la logique capitaliste. Pour cela, il est essentiel de se concentrer sur les conditions de vie, sur ce que sont les besoins fondamentaux et comment ils sont satisfaits.

Cela nous amène à passer d'une caractérisation négative à une allusion plus neutre : derrière le concept « non rémunéré » il y a trop de choses qui ne sont pas reflétées, qui n'ont pas seulement à voir avec quelques heures d'activité non rémunérées mais avec relations, des flux, des espaces, des principes, un tissu de processus matériels et immatériels, et un alliage de reproduction et de production qui, dans de nombreux cas, est également présent dans les activités domestiques.

L'exercice des enquêtes sur l'emploi du temps a montré que les activités des soins n'ont pas d'espaces et de temps clairement séparés, elles circulent et se déplacent entre les domiciles ou foyers et les espaces de quartier, communautaires, publics ou marchands, elles mobilisent et combinent diverses ressources.

Également, ont été importantes les évidences des impacts du néolibéralisme et de ses ajustements sur les conditions de subsistance et de vie des familles, ainsi que sur le travail des femmes. Les politiques de contraction des services publics de santé et d'éducation, par exemple, ont systématiquement mis plus de pression sur les ménages et les femmes, tout en suscitant des réponses qui dépassent ou élargissent la sphère domestique vers les espaces sociaux, tel est le cas de pots communs pour répondre à l'alimentation de base, qui ont été reproduits en Amérique latine à différentes époques depuis le coup d'État néolibéral au Chili en 1973. Ces initiatives, ainsi que d'autres qui ont fonctionnalisé la participation des femmes pour compléter avec du travail sous-payé la fourniture de services publics, expliquent l'ampleur et la complexité du processus de soins qui n'est pas contenu dans la sphère domestique conventionnelle.

Les consensus internationaux sur les droits à l'égalité des genres ont principalement visé à la réalisation de politiques publiques, assumées de manière limitée par les États en crise, et combinées avec les politiques sociales « compensatoires » que le modèle lui-même a inventées pour atténuer les effets appauvrissants de ses politiques économiques de dépossession. Ainsi, les soins ont été abordés à partir des régimes de protection sociale ou de prévoyance, de portée limitée et irrégulière. Un élément important dans ce domaine a été les transferts conditionnels qui, sous différentes dénominations, ont été appliqués dans la plupart des pays ayant les femmes comme « bénéficiaires »<sup>20</sup>.

Un autre vecteur fondamental est la recherche d'issues à l'impossible développement et d'alternatives économiques globales, qui s'est intensifiée depuis le début du siècle, face à ce qui est déjà perçu comme une crise civilisationnelle terminale. Dans ce contexte, les pratiques et les expériences des « autres économies » présentes dans certains pays sont revalorisées, tel est le cas de l'économie

---

20 De vifs débats ont eu lieu sur ce sujet, avec des interrogations sur ses effets supposés d'inhibition de l'accès au marché du travail et de pérennisation des rôles.

paysanne ou de l'économie sociale et solidaire, qui sont fondées sur des principes différents de la concurrence capitaliste et l'accumulation, tels que la solidarité et la réciprocité, et qui sont engagées davantage à prendre soin de la vie. Les projections de ces recherches ont été présentes dans les expériences des gouvernements post-néolibéraux ou progressistes, qui ont assumé les soins avec des agendas et des politiques sans précédent<sup>21</sup>.

Dans ce cadre et toujours avec le patrimoine théorique et politique féministe, le travail des soins et la perspective de la durabilité de la vie ont été positionnés. Il est entendu que le soin humain suppose des temps, des espaces et des relations dans lesquels s'exercent des travaux et des activités qui produisent des biens, des services et l'attention nécessaires à la reproduction quotidienne et générationnelle des personnes, des collectivités -et pas seulement de la force de travail-. Cela se passe dans une logique non marchande, où priment les motifs de subsistance, l'altruisme, la réciprocité, l'affection, bien qu'au milieu des asymétries de la division sexuelle du travail et de la dévalorisation du reproductif.

Cette notion des soins suppose et reconnaît le principe d'interdépendance. Dans le cas du soin des humains, fondamental pour la reproduction des personnes (en conséquence de la force de travail), il s'agit de relations et de processus complexes – de travail, affection et pouvoir – pour répondre aux besoins humains.

Nous sommes toutes/ tous, à des degrés divers tout au long de la vie, dépendantes, nous avons besoin de soins, même si ces soins sont assez mal répartis : là où prédominent les cultures/ économies patriarcales, presque toutes les femmes prennent soin des autres, nous nous occupons de leurs besoins d'attention matérielle (nourriture, habillement, santé, principalement) et attention émotionnelle, presque toujours indissociables. Certes, dans le processus de soins, on peut recourir au marché, on peut accéder aux biens et services qui y circulent,

mais ceux-ci ne seront qu'une partie d'un processus qui est essentiellement une relation entre des êtres humains pour maintenir la vie humaine.

Bien que les cycles de soins humains se soient fondamentalement établis dans les foyers et dans le travail non rémunéré des femmes -dans des conditions de subordination qui sont à la base d'autres inégalités-, ils sont étroitement liés aux processus de marché et d'accumulation. Rendent compte de cette relation, d'une part, des faits tels que les subventions cachées que le travail de soins non rémunéré représente pour le marché capitaliste, et d'autre part, le phénomène croissant de marchandisation de la vie, dont l'une des expressions est la production et la vente privées de services qui étaient précédemment gérés dans le cadre du domaine personnel ou intime, ou la financiarisation de la vie quotidienne, qui a donné lieu à un endettement élevé des femmes pauvres qui apparaît comme une sorte de « soins endettés ».

Pour dénaturer le travail de soins comme quelque chose d'inhérent au féminin et de nature secondaire, il est nécessaire rendre visibles ces processus, les enregistrer et les quantifier, révéler les modalités et les lieux où ils se produisent. Comme on l'a vu, le travail de soins gratuit fait par les femmes non seulement se produit dans les espaces domestiques, mais aussi dans les espaces interfamiliaux et communautaires; il se produit dans les services publics en tant que « complément » (par exemple, dans les hôpitaux et les maisons de retraite), ou comme base (avec la figure de « mères communautaires » ou similaires); il est également délocalisé parallèlement aux processus de mondialisation des marchés, donnant naissance à ce que l'on appelle les « chaînes de soins internationales ».

A ce jour, le droit aux soins apparaît déjà comme un consensus international, même s'il n'est pas toujours abordé à partir de la centralité de son caractère économique et qui a tendance à res-

---

21 L'économie des soins, tant comme approche que comme application concrète, a été dynamisée et sa portée élargie dans le cadre des processus de changement en Amérique latine, qui lui ont ouvert des espaces sans précédent dans les politiques publiques ainsi qu'une position de premier plan dans le cadre de la recherche d'alternatives.

ter lié à la sphère « sociale » et sectorielle.

Le droit de toute personne à recevoir des soins tout au long de son cycle de vie est considéré comme indissociable de la coresponsabilité individuelle et collective d'offrir des soins, de manière que cette tâche ne devienne pas un rôle exclusif ou une surcharge pour certaines personnes – généralement les femmes –, ou que leur absence entraîne des privations, appauvrissement, maladie et à d'autres problèmes pour les personnes et les sociétés.

En termes plus amples, l'économie des soins a dépassé ses limites précédentes, qui étaient circonscrites aux relations et dynamiques matérielles et immatérielles liées à la reproduction de la vie humaine, pour se projeter vers la reproduction de la vie dans son ensemble. Il s'agit de relocaliser les soins en tant que catégorie économique et comme processus fondamental pour l'existence de toutes les formes de vie et donc comme pilier de l'économie.

Cela a contribué à la visibilité, à la reconnaissance et au renforcement de logiques et de pratiques économiques qui sont potentiellement à la base de la construction d'un autre modèle économique. En ce sens, un domaine particulièrement pertinent est celui des connaissances et des compétences développées par les femmes depuis des siècles concernant les conditions et les cycles de vie et de production, -notamment en ce qui concerne la satisfaction des besoins fondamentaux- : agriculture, alimentation, santé, artisanat.

Avec ces re-significations, dans une conjonction de féminisme et de Bien vivre, le long travail des femmes autochtones en tant que conservatrices et transmettrices de la culture devient valorisé. Ainsi, l'image valable pour le grief mais intrinsèquement négative des femmes autochtones comme étant les plus pauvres, les plus analphabètes, les plus soumises, peut être bouleversé ou du moins complété par la reconnaissance des apports et des potentiels tirés de leurs expériences et connaissances dans des domaines aussi stratégiques que la préservation et la gestion des semences et de la médecine traditionnelle, pour citer un exemple.

Dans le cas de la protection de la nature, qui renvoie aussi à la reconnaissance de l'interdépendance : les êtres humains dépendons d'elle, notre survie est finalement indissociable de la sienne-, par conséquent la correspondance entre biodiversité et diversité culturelle est devenue évidente, dans cette conjonction sous-tendent les processus de travail et l'interaction entre êtres humains et autres êtres vivants, dans lesquels les femmes ont été un arbre de transmission ou un articulateur, tant par le travail que par le rituel, en particulier dans des contextes où, avec ou sans syncrétisme, les éléments fondamentaux de la vie tels que l'eau et la terre conservent un statut sacré .

On est alors face à une vision assez large des soins, avec des projections vers un agenda de transformation systémique.

En termes plus immédiats et opérationnels, il y a des allusions au travail de soins qui comprennent des composantes rémunérées et non rémunérées, en considérant qu'il s'agit un secteur qui intègre l'emploi domestique et l'emploi dans des activités de la santé, l'éducation et d'autres similaires.

Le panorama du travail de soins non rémunéré, avec ses schémas d'inégalité et d'injustice économique pour les femmes, conserve des caractéristiques qui ont été accentuées par la crise pandémique. Voici un profil qui ressort des informations de l'OIT (2019) :

- Le temps consacré quotidiennement par les femmes au travail de soins non rémunéré est, en moyenne, trois fois supérieur à celui consacré par les hommes dans le monde, soit respectivement 285 minutes et 83 minutes. L'écart se creuse davantage dans les pays arabes, avec respectivement 329 minutes et 70 minutes. Dans tous les cas, le temps de travail total (non rémunéré et rémunéré) est plus élevé pour les femmes, le temps total le plus élevé étant de 463 minutes en Asie et dans le Pacifique. Si l'on considère les pays par niveau de revenu, l'écart le plus important se produit chez ceux à revenu moyen (267, 66) et le plus petit chez ceux à revenu élevé (257, 135). (Voir figure 2 OIT).

- Le travail de soins non rémunéré interfère avec l'emploi des femmes. En général les femmes mères d'enfants de moins de 5 ans ont des taux d'emploi inférieurs à ceux des femmes sans cette condition. Cela se produit en moyenne dans le monde entier et dans toutes les régions, mais si l'on considère les pays en fonction du niveau de revenu, une tendance différente est observée, puisque les mères ont des taux d'emploi plus élevés, ce sont des femmes qui doivent à la fois générer des revenus et fournir des soins, avec la conséquence d'un manque de temps et d'un déficit de soins. (Voir figure 4 OIT).
- Les dépenses publiques de soins en pourcentage du PIB montrent de grandes disparités dans le monde. Dans les cas extrêmes, les pays nordiques sont autour de 90 % alors que l'Indonésie est à moins de 1 %. Dans certains cas, ces niveaux élevés de dépenses publiques semblent expliquer les niveaux élevés d'emploi des femmes ayant des responsabilités familiales, mais dans d'autres, ces niveaux élevés d'emploi se produisent également sans ce soutien public aux soins, ce qui configure une surcharge de travail et un déficit de soins (Voir figure 6 OIT).



---

**Vers des  
sociétés et  
des économies  
de soins avec  
justice et  
égalité**

---



# Vers des sociétés et des économies de soins avec justice et égalité

La vision d'une économie pour la vie et non au détriment de la vie s'est construite au cours des deux dernières décennies. Une confluence d'idées et de pratiques d'économie critique et l'évidence de la crise terminale posée par le conflit actuel entre le capital et la vie, ont conduit à ce changement de paradigme.

L'économie féministe a joué un rôle fondamental dans ce processus. Ses propositions concernant la durabilité de la vie comme axe organisateur du système économique ont permis des convergences avec des courants similaires. L'idée que l'économie doit s'organiser ayant pour axe la génération durable et équitable de conditions de vie pour tous les êtres humains, que l'allocation des ressources, l'usage et la structure du temps, les priorités budgétaires, les définitions de quoi et comment produire, doivent être articulées à cet axe primordial, a contribué à rapprocher et à mettre en perspective diverses expériences d'alternative économique.

Parallèlement à cela, la reconnaissance que les soins sont essentiels pour l'économie et pour la vie dans son ensemble, a ouvert la possibilité de reconnaître de manière plus globale la dynamique de l'inégalité et de l'injustice économique à laquelle les femmes sont confrontées, ainsi que le potentiel de transformation contenu dans leurs pratiques et savoirs liés aux « autres économies » dont elles sont les protagonistes défavorisés.

---

## Les soins comme axe d'une autre matrice productive

Est-il possible d'organiser l'ensemble de l'économie dans une logique de souci de la vie? L'évidence immédiate confirme ce que les expériences et propositions antérieures ont soulevé, c'est-à-dire que la séparation entre la vie et l'économie n'est pas un impératif, ce n'est pas un dilemme. Une économie pour la vie et pas au détriment de la vie est possible. C'est le substrat des économies paysannes, sociales et solidaires, des soins et autres qui, au milieu des désavantages et des injustices, ont offert le modèle et la possibilité d'une autre économie.

Pendant la pandémie, certaines conditions ont été précipitées pour un changement de la matrice productive. La plus grande variation s'est produite dans l'utilisation du temps et de l'espace, dans la mobilité et les transports, dans le fonctionnement même de la production, du commerce et des services. De même, ont été exposées les différences entre ce qui est nécessaire et ce qui est superflu, les extrêmes et les impacts du modèle de consommation dominant ont été visualisés. On a pu apprécier la capacité de réponse de l'économie sociale et solidaire et de l'économie paysanne, qui ont su activer des formes d'approvisionnement dans les localités et vers les grandes villes.

Cela renvoie aux questions et décisions fondamentales de quoi et comment produire, un domaine qui est essentielle à la fois pour l'immédiat, pour l'urgence, ainsi que pour la transition et l'avenir. Il s'agit de complexifier l'exercice critique-constructif proposé par l'économie œcuménique, en évaluant à tout moment ce qui est compatible avec la vie et ce qui est bon pour tous et toutes.

La création de conditions d'infrastructures et de services de base pour la population qui en manque est urgente et ne peut être reportée. Une énorme mobilisation d'emplois et de ressources suppose la construction d'infrastructures de base d'eau potable, d'assainissement, de gestion des déchets, de logement, d'internet, etc. Cela vient aussi avec le défi de maintenir et d'innover les formes collectives dans la conception des infrastructures et des services de soins, allant des crèches aux cuisines, salles à manger et laveries. Il s'agit de briser le format ou le modèle individualisé qui a été renforcé par la pandémie.

La sauvegarde et la création d'emplois doivent être dissocié du sauvetage des grandes entreprises. Cette injection de ressources a du sens et a de l'avenir pour renforcer et élargir diverses formules associatives qui rassemblent le public au coopératif, communautaire, social et solidaire, etc. L'emploi décent et la revitalisation de l'économie dans des termes nouveaux sont des dimensions de l'agenda urgent à affronter à partir du consensus et de la planification pour la vie : génération de conditions sanitaires, systèmes de soins et d'alimentation, services publics universels et de qualité, reconversion productive, délocalisation sélective, démondialisation des chaînes d'approvisionnement, protection et restauration de la nature.

## Quelques défis pour la transformation

Comme nous l'avons vu, à partir des instances de pouvoir mondial, la thèse du « plus de marché » est promue comme solution à la crise multiple qui s'est exprimée dans la pandémie. Les agendas de réactivation font référence, comme jamais auparavant, aux femmes en tant que secteur appelé à assurer la croissance économique en cette période de récession.

C'est pourquoi il est plus important que jamais de distinguer les agendas de « l'inclusion » de ceux de la « transformation » économique. En ce sens, il convient de prendre en compte certaines hypothèses qui sous-tendent de tels agendas, et qui s'inscrivent dans des perspectives analytiques et discursives prônées de longue date.

- Les ménages, et par extension les formes d'économie non marchandes, sont systématiquement perçus comme la source de discrimination et d'oppression des femmes, tandis que le marché est perçu comme une source de libération, notamment à travers le travail salarié. Obtenir ses propres revenus par le biais d'un salaire est considéré comme le moyen d'accéder à des droits et aux conditions pour améliorer les capacités de négociation du pouvoir au sein de la famille. Encore plus, « Sen (1990a) soutient l'importance du 'travail extérieur rémunéré' (c'est-à-dire le travail salarié en dehors des relations de parenté) pour améliorer le pouvoir de négociation des femmes au sein de la famille»<sup>22</sup>, on souligne la condition non seulement du salaire ou du revenu, mais d'un éloignement des relations de parenté, qui sont dans de nombreux contextes la base d'unités et de dynamiques productives ou économiques considérées comme faisant partie d'une « informalité » qu'il faut éliminer, telles que les économies paysannes, l'économie sociale et solidaire, l'économie communautaire. Sans aucun doute, la question du revenu propre est

22 Benería et. al., 2016, 204

fondamentale pour les femmes, mais cela peut bien être promu dans le cadre de la diversité des formes économiques, et en visualisant les formes d'oppression et d'inégalité qui traversent les relations et les espaces économiques en général, avec des expressions et des intensités diverses.

- Une notion très répandue, et parfois d'usage indifférencié, est celle de l'autonomisation (empowerment) économique, évoquée également en termes de marché. Ils'agit d'une approche individuelle, qui met l'accent sur des droits, des opportunités et des décisions ancrés dans cette sphère, en recherchant une meilleure position relative sur le marché. L'étendue de cette autonomisation est associée aux conditions pour agir sur le marché, dans une logique de s'épanouir dans un schéma d'offre et de demande, éliminant ou minimisant les liens avec d'autres sphères et activités généralement assumées comme des obstacles.

Le marché n'apparaît pas comme un générateur d'inégalités mais, au contraire, comme la solution à des inégalités qui surviendraient ou trouveraient leur origine dans la sphère sociale et familiale. Afin de surmonter les situations d'inégalité, il est considéré comme essentiel que les femmes « quittent » les espaces et les relations non marchands ou de subsistance pour se situer dans un environnement de travail avec des profils d'entreprise, obtenir un emploi et des revenus ou, plutôt, générer des « entrepreneuriats » compétitifs. » Est pour le moins biaisé, un programme d'autonomisation faisant référence à un modèle unique et rigide d'économie et de travail comme prémisses des politiques de reconnaissance, de protection et de promotion. Dans ce format unique, lié à une entreprise capitaliste et au travail dans une relation de dépendance, la diversité des modes d'organisation de la propriété, de la production et du travail qui caractérise la réalité économique de la plupart des régions et des femmes n'est pas reflétée.

Il est possible d'opposer une approche

d'empowerment transformatrice, qui commence par la reconnaissance et la revalorisation des activités, des relations, des espaces dans lesquels les femmes créent des biens et des services, des conditions matérielles et relationnelles de vie, qui ne se limitent pas à la sphère domestique ou aux ménages, mais, en général, ils ont à voir avec des processus combinés et plus larges de production pour la subsistance et pour le marché.

- Il convient également de revenir sur la notion de « travail décent », particulièrement promue par l'OIT et qui relève de l'application des droits du travail et de la protection sociale. Cette vision est limitée si le travail n'est pas associé à une matrice productive. Ce faisant, l'impossibilité d'un travail vraiment décent dans des activités écocides ou biocides, ou de travail dans des systèmes dans lesquels on n'a pas accès aux décisions fondamentales de quoi et comment produire/reproduire, apparaît au grand jour. Une notion élargie de travail décent suppose donc le passage d'un regard sur le statut juridique et du travail à celui de ses liens avec la vie et sa reproduction.
- Les dimensions patriarcales ne sont pas seulement et pas toujours incarnées par les hommes dans leurs relations en tant qu'individus ou en tant que groupes avec les femmes. Le pouvoir patriarcal s'incarne dans toutes ces structures et dynamiques contraires aux soins et à la reproduction de la vie. Il faut une vision géométrique et non arithmétique (Viveros, 2016) de l'intersection ou de l'imbrication des formes de pouvoir et d'inégalité. En ce sens et paradoxalement, l'exercice d'addition des oppressions qui tend à se faire à partir d'une intersectionnalité simpliste, conduit à caractériser les femmes de l'appauvrissement et de l'impuissance dans l'absolu, annulant le potentiel de leurs apports et savoirs présents dans les diverses formes de production et de reproduction de la vie.

- Sont pertinentes pour la transformation économique féministe, les avancées autour de la décolonisation et de la dépatriarcatisation, que tant les mouvements que certains gouvernements<sup>23</sup> de l'Amérique Latine ont encouragée. La matrice productive dominante, avec ses traits extractivistes et prédatrice, a des racines coloniales et patriarcales, qui se prolongent et se modernisent sous le pouvoir corporatif actuel du capitalisme néolibéral. L'économie féministe a visualisé et dénoncé le pouvoir du marché, ses mécanismes et ses effets. Dans le feu de ses luttes de résistance aux accords de libre-échange et à la dette externe, par exemple, elle a saisi l'essence de la marchandisation de la vie qui est la logique actuelle du système, soutenue par le pouvoir impérial corporatif dominant. Affronter ces pouvoirs suppose une action conjointe avec des gouvernements alternatifs.

Dans cette perspective, comme le montre l'expérience récente,

**« Les gouvernements et les États dont nous avons besoin sont ceux qui placent la vie de leur peuple au centre, qui construisent leurs politiques publiques avec souveraineté et participation populaire, qui œuvrent pour la consolidation d'un pouvoir populaire autogéré, exempt de racisme, de patriarcat et du marché » (Faria, 2021, 29).**

---

23 Tel le cas de l'État Plurinational de la Bolivie

# BIBLIOGRAPHIE

Anderson, Jeanine, 1991

“El sueño de la casa sin cocina”, en Virginia Guzmán (comp.) *Una nueva lectura: género en el desarrollo*, Entre Mujeres / Flora Tristán Ed., Lima.

Benería, Lourdes et. al., 2016

*Género, desarrollo y globalización. Una visión desde la economía feminista*, Ed. Bellaterra, Barcelona.

Cagatay, Nilufer, 1998

“Incorporación de género en la macroeconomía” en *Macroeconomía, género y Estado*, Departamento Nacional de Planeación, GTZ / Tercer Mundo Editores, Colombia.

Campillo, Fabiola, 1998

“El trabajo doméstico no remunerado en la economía”, en *Macroeconomía, género y Estado*, Departamento Nacional de Planeación, GTZ / Tercer Mundo Editores, Colombia.

Carrasco, Cristina, 2003

“La sostenibilidad de la vida humana: ¿un asunto de mujeres?”, en *Mujeres y trabajo: cambios impostergables*, Magdalena León T. (comp.), REMTE – CLACSO, Porto Alegre.

CEPAL, 2021

*La autonomía económica de las mujeres en la recuperación sostenible y con igualdad de género*, Informe especial Covid 19, No.9, Santiago de Chile.

CEPAL, 2022

*La sociedad del cuidado. Horizonte para una recuperación sostenible con igualdad de género*, Santiago de Chile.

CLACSO, 2021

“Respuestas feministas a esta crisis de reproducción”, Boletín No. 2, Grupo de Trabajo Feminismos, resistencias y emancipación.

<https://www.clacso.org/boletin-2-miradas-y-horizontes-feministas/>

Dalla Costa, Mariarosa, 2009

*Dinero, perlas y flores en la reproducción feminista*, Ed. Akal, Madrid.

Delphy, Christine, 1980

“¿Trabajo casero o trabajo doméstico?”, en Andrée Michel *La mujer en la sociedad mercantil*, Siglo XXI Ed., México

Eiseinstein, Zillah, 1980

*Patriarcado capitalista y feminismo socialista*, Siglo XXI Ed., México.

Faria, Nalu, 2021

“Los retos actuales de la REMTE ante la pandemia de Covid-19 y la agenda del mercado”, en *Economías transformadoras en clave feminista*, REMTE / MMM

Gardiner, Jean, 1980

“El trabajo doméstico de las mujeres”, en Zillah R. Eiseinstein, *Patriarcado capitalista y feminismo socialista*, Siglo XXI Ed., México

Hinkelammert, Franz y Mora, Henry, 2014

*Hacia una economía para la vida*, Editorial filosofi@.cu y Editorial Caminos, La Habana.

Kleysen Brenda, Ed., 1996

*Productoras agropecuarias en América del Sur*, Banco Interamericano de Desarrollo BID, Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura IICA, San José, Costa Rica.

León T. Magdalena, 1999

*Valoración del trabajo doméstico*, Fundación Mujer y Sociedad, Quito.

2003

*Mujeres y trabajo: cambios impostergables*, REMTE – CLACSO, Porto Alegre.

2011

“Redefiniciones económicas hacia el Buen Vivir: un acercamiento feminista”, [http://www.fedaeps.org/IMG/pdf/Magdalena\\_Leon\\_buenvivir\\_economia.pdf](http://www.fedaeps.org/IMG/pdf/Magdalena_Leon_buenvivir_economia.pdf)

2013

“La economía del cuidado y la búsqueda del Buen Vivir”, en Revista Cooperamos No. 6, SETECI, Quito.

2019

“ODS y sostenibilidad de la vida: tensiones y contradicciones”, en *Los feminismos latinoamericanos ante los retos del milenio*, CEIICH-UNAM, México

2020

“¿La vida en el centro? Algunas evidencias y contradicciones” (Parte 1 y Parte 2)

<https://www.clacso.org/la-vida-en-el-centro-algunas-evidencias-y-contradicciones-parte-1/>

<https://www.clacso.org/la-vida-en-el-centro-algunas-evidencias-y-contradicciones-parte-2/>

Michel, Andrée, 1980

Producción doméstica no mercantil e interacción en la pareja”, en Andrée Michel *La mujer en la sociedad mercantil*, Siglo XXI Ed., México.

ONU Mujeres, 2021

*Medición del uso del tiempo: Una evaluación de los problemas y desafíos en la elaboración de encuestas sobre uso del tiempo, con especial énfasis en los países en desarrollo*, Organización de Naciones Unidas para las Mujeres, México.

Organización Internacional del Trabajo (OIT), 2019

*El trabajo de cuidados y los trabajadores del cuidado*

[https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms\\_633168.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_633168.pdf)

Version française :

[https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms\\_712833.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_712833.pdf)

PNUD, 1995

*Informe sobre desarrollo humano 1995*, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo.

REMTE / MMM, 2021

*Economías transformadoras en clave feminista*, Red Latinoamericana Mujeres Transformando la Economía (REMTE), Marcha Mundial de las Mujeres (MMM -AL), La Paz.

Sikoska, Tatjana, 1998

“Medición y valoración de la producción del hogar no remunerada: una contribución metodológica”, en *Macroeconomía, género y Estado*, Departamento Nacional de Planeación, GTZ / Tercer Mundo Editores, Colombia.

Vandelac, Louise, 1994

“La economía doméstica a la salsa mercantil... o las valoraciones monetarias del trabajo doméstico”, en Cristina Borderías, Cristina Carrasco y Carme Alemany (comp.) *Las mujeres y el trabajo: rupturas conceptuales*, ICARIA / FUHEM, Economía Crítica, Barcelona.

Viveros Vigoya, Mara, 2016

“La interseccionalidad: una aproximación situada a la dominación”, *Debate Feminista*, Volumen 52, México.

<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0188947816300603>

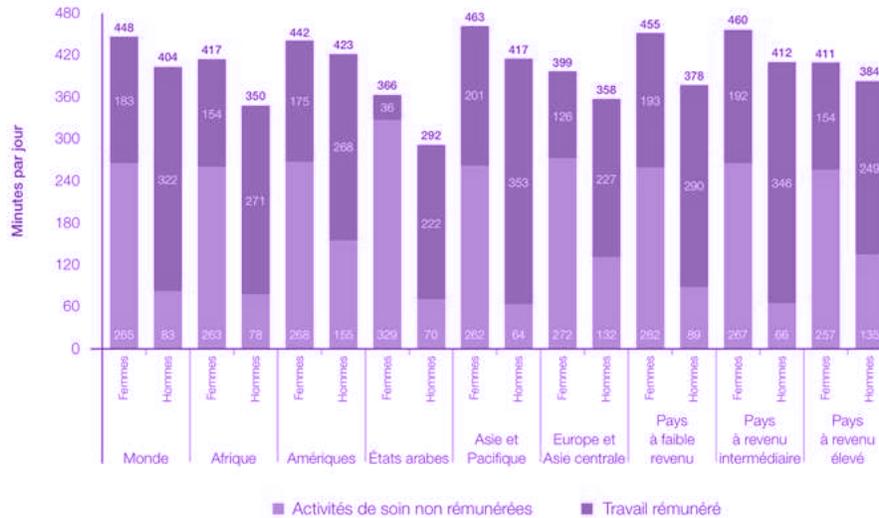
Valenzuela, María Elena, et. al., 2020

*Desigualdad, crisis de los cuidados y migración del trabajo doméstico remunerado en América Latina*, CEPAL, Serie Asuntos de Género No. 158, Santiago de Chile.

# ANNEXES

## ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT) / FIGURE 2

Figure 2. Temps consacré quotidiennement aux activités de soin à autrui non rémunérées, au travail rémunéré et à l'ensemble, selon le sexe, la région et le niveau de revenu du pays, dernière année

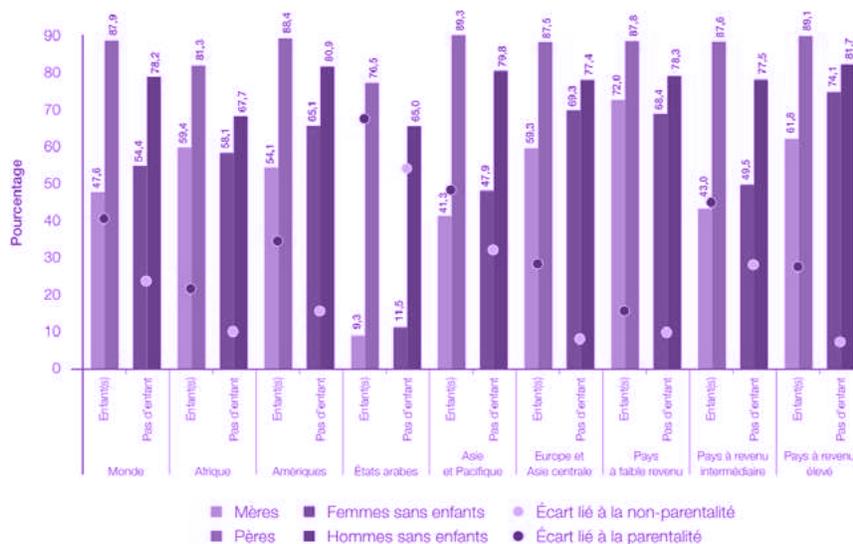


Note: Voir chapitre 2, figure 2.8 (64 pays).

Source: Calculs du BIT à partir de Charmes, à paraître (voir la version intégrale du rapport).

## ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT) / FIGURE 4

Figure 4. Taux d'emploi des mères et pères d'enfants de 0 à 5 ans, et des femmes et hommes sans enfants de 0 à 5 ans, par région et niveau de revenu du pays, dernière année

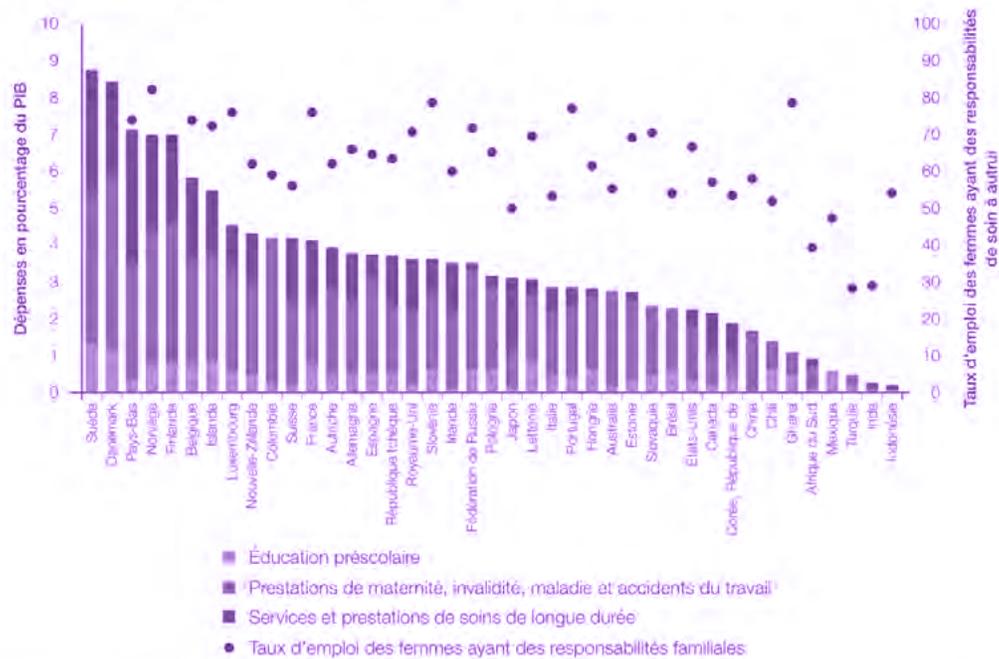


Note: Voir chapitre 2, figure 2.25 (89 pays). La tranche d'âge considérée est: 25-54 ans dans les pays à revenu élevé; 18-54 ans dans les pays à revenu intermédiaire et faible.

Source: Calculs du BIT à partir de microdonnées d'enquêtes auprès des ménages ou sur la main-d'œuvre.

## ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT) / FIGURE 6

Figure 6. Dépenses publiques consacrées à certaines activités de soin à autrui (en pourcentage du PIB) et taux d'emploi des femmes ayant des responsabilités familiales, dernière année

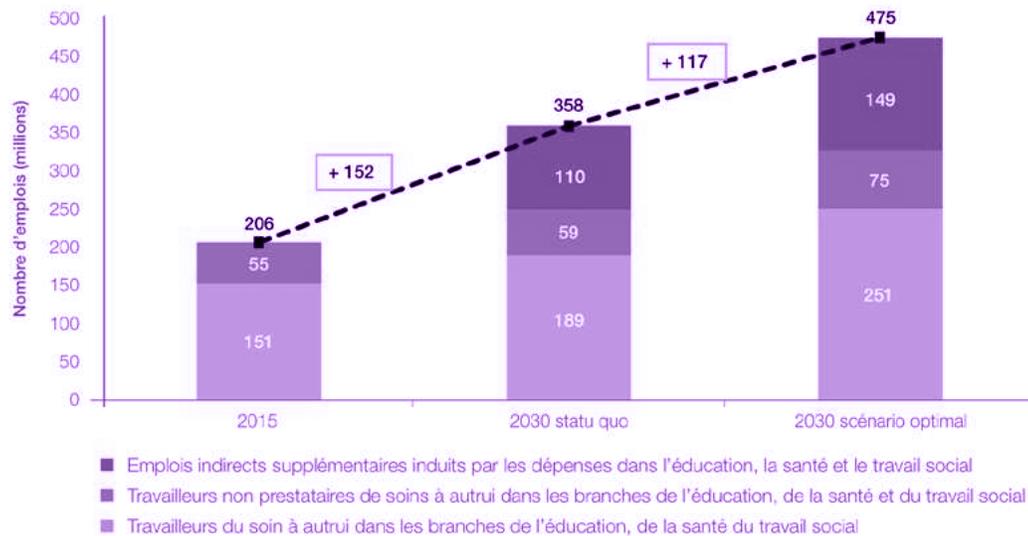


Note: Voir chapitre 3, figure 3.6 (41 pays). Le taux de corrélation entre les dépenses consacrées aux activités de soin à autrui et le taux d'emploi des femmes ayant des responsabilités familiales est de 0,67.

Source: UNESCO, base de données statistiques de l'ISU; BIT, *Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019*, Banque mondiale, 2016 (voir la version intégrale du rapport); calculs du BIT à partir de microdonnées d'enquêtes auprès des ménages ou sur la main-d'œuvre.

## ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT) / FIGURE 8

Figure 8. Emploi direct, indirect et total dans les activités de soin à autrui en 2015 et en 2030, selon le scénario du statu quo ou le scénario optimal

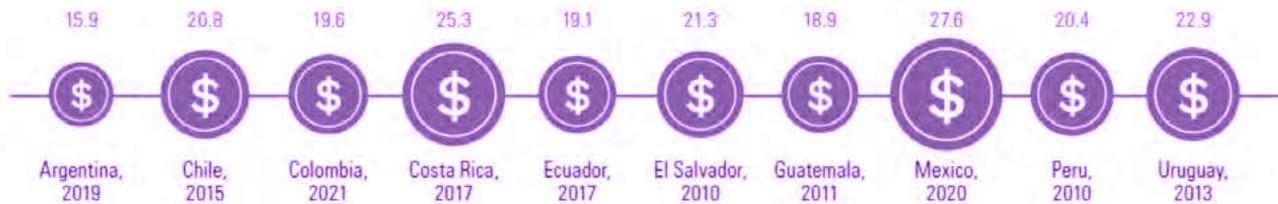


Note: Voir chapitre 5, figure 5.11 (45 pays). Pour 2015, calculs du BIT à partir de microdonnées d'enquêtes auprès des ménages ou sur la main-d'œuvre.

Source: Ilkkaracan et Kim, à paraître.

## Putting a cash value on unpaid work in the region shows that it plays a critical role in the economy

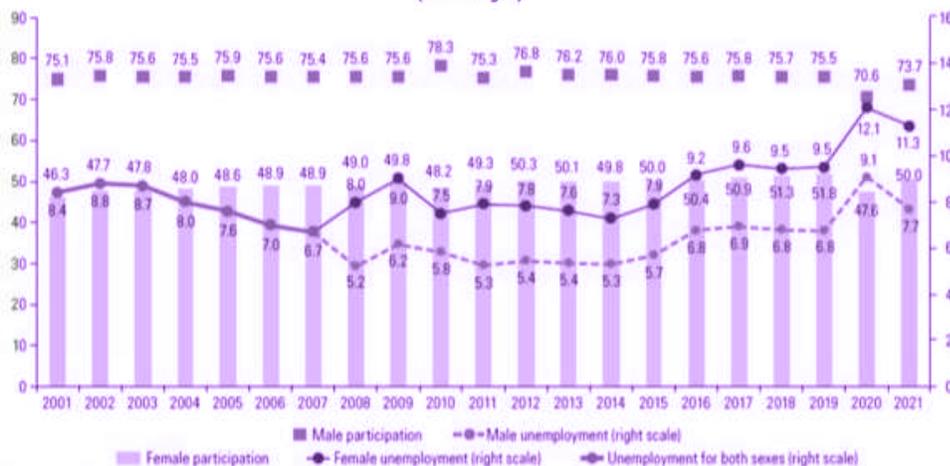
Latin America (10 countries): value of unpaid work performed in households, 2010–2021  
(Percentages of GDP)



74% of unpaid work is performed by women

## Wide labour participation gaps between men and women due to women's excessive domestic and care workloads

Latin America and the Caribbean (24 countries, weighted averages): trends in labour force participation rates and unemployment rates, by sex, 2001–2021  
(Percentages)



The pandemic triggered a setback of nearly 20 years in women's labour force participation rate.

The historical gap in unemployment and labour force participation between men and women has not been closed.

Women are overburdened with domestic work and unpaid care work, the main obstacle to their full integration into the labour market.



# Biographie de l'autrice

MAGDALENA LEÓN T.

Économiste féministe et militante de longue date du mouvement des femmes.

Elle est membre de la Fondation pour les Études, l'Action et la Participation Sociale -FEDAEPS-, du Réseau Latino-Américain des Femmes Transformatrices de l'Économie -REMTE- et du groupe de travail « Féminismes, résistance et émancipation » du CLACSO.

Dans son travail, il a combiné recherche et analyse avec participation et conseil dans la définition de politiques publiques et de cadres réglementaires (y compris au niveau constitutionnel), sur des questions d'économie, de travail, de souveraineté financière, de politiques de la connaissance, de droits sexuels et reproductifs.

Elle a contribué à la définition et à la rédaction d'agendas politiques dans le cadre de processus féministes et d'autres processus plus larges, notamment le Forum social mondial et le Forum social des Amériques. Ses publications comprennent des livres et des articles universitaires, d'opinion et populaires.



Association québécoise  
des organismes de  
coopération internationale

[aqoci.qc.ca](http://aqoci.qc.ca)

